

discussion. En premier lieu, notre contribution devrait être à la mesure des besoins de l'OTAN tels que nos alliés et nous-mêmes les percevons. En deuxième lieu, elle doit cadrer avec notre perception globale de nos besoins en matière de politique de défense. En troisième lieu, elle doit servir à nous rappeler que la sécurité et l'économie sont indissociables. Si, d'un côté, nous assumons nos responsabilités, de l'autre, nous devons avoir la certitude que nos alliés européens tiennent dûment compte de nos besoins.

Entre temps, que pouvons-nous espérer dans les autres aspects de nos relations avec les pays d'Europe de l'Est? Comme le bloc soviétique ne démord pas de l'idée que la lutte idéologique entre l'Est et l'Ouest est dans l'ordre des choses, il continuera vraisemblablement d'exister un élément de tension à la base de ces relations, que les pays de l'Ouest le veuillent ou non. Mais rien n'interdit que cette tension prenne la forme d'une concurrence civilisée. Personnellement, je ne souscris pas à l'idée que les sociétés communistes et non communistes d'Europe soient vouées à converger, car l'histoire de certaines d'entre elles, à tout le moins, est trop différente pour que cela puisse être possible. Pourtant, on voit très bien comment beaucoup de problèmes semblables — la pénurie d'énergie, l'inflation, les attentes des consommateurs, la protection de l'environnement — affligent n'importe quelle société, quelle que soit son orientation idéologique.

C'est pourquoi de nouvelles possibilités de coopération avec les pays d'Europe de l'Est se feront jour, nonobstant les divergences idéologiques. En fait, les relations avec ces pays ayant déjà pris corps, il est devenu difficile de se contenter de généralisations. Récemment, le Canada a effectué pour la première fois des ventes importantes de produits de haute technicité en Europe de l'Est, de matériel nucléaire en Roumanie, des techniques de pâte et papier en Tchécoslovaquie et en Pologne. Ailleurs, les progrès sont réguliers mais moins spectaculaires. En contrepartie, ces pays, qui n'ont jamais été des partenaires commerciaux importants pour le Canada, trouvent de meilleurs moyens de vendre leurs produits dans un marché canadien qu'ils connaissent moins: à preuve, le succès de la voiture Lada.

En ce qui concerne les contacts entre personnes — la réunion des familles, les visites familiales, les questions de visa et autres —, les progrès échappent eux aussi aux généralisations faciles. Dans le cas de certains pays d'Europe de l'Est, par exemple, la réunion des familles n'est pratiquement plus un problème; dans d'autres, nous frappons semble-t-il un mur de mauvaise volonté. Malgré tous nos efforts, nous n'avons toujours pas réussi à conclure des ententes consulaires satisfaisantes avec ces pays. Pour régler un des problèmes fondamentaux, celui de la double nationalité, il faut jeter un pont entre l'abîme qui sépare nos systèmes juridiques et sociaux. C'est une question qui préoccupe vivement des milliers de Canadiens, comme l'ont démontré dans notre pays les changements récents apportés aux lois de la citoyenneté en Union soviétique et en Tchécoslovaquie. Nous continuons pourtant de négocier, et je n'ai nullement abandonné l'espoir de fonder nos relations consulaires avec les pays d'Europe de l'Est sur des assises plus satisfaisantes.

Ces questions et d'autres seront évoquées collectivement lorsque les signataires de